

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1961 B 40018

Numéro SIREN : 886 180 181

Nom ou dénomination : STC AUDIT & CONSEIL

Ce dépôt a été enregistré le 24/01/2022 sous le numéro de dépôt 1481

SA STC AUDIT & CONSEIL

156 Chaussée Pierre Curie
59200 TOURCOING
Tél. 03.20.69.99.69
Fax. 03.20.03.17.03

Exercice clos le 30/09/2020

SIRET : 88618018100036

Copie conforme


STC AUDIT ET CONSEIL

156 Chaussée Pierre Curie

59200 TOURCOING

Tél : 03.20.69.99.69

Fax : 03.20.03.17.03

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 30/09/20	Net au 30/09/19
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	46 059	43 533	2 526	12 873
Fonds commercial	637 589		637 589	637 589
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	400 613	383 110	17 503	45 109
Immob. en cours / Avances & acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	216 423		216 423	216 423
Autres titres immobilisés	964		964	1 273
Prêts				
Autres immobilisations financières	56 500		56 500	98 413
ACTIF IMMOBILISE	1 358 147	426 643	931 504	1 011 680
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Créances				
Clients et comptes rattachés	2 926 325	167 399	2 758 926	2 069 492
Fournisseurs débiteurs	999		999	9
Personnel	4 603		4 603	874
Etat, Impôts sur les bénéfices	10 462		10 462	19 749
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	78 866		78 866	42 862
Autres créances	35 000		35 000	165 164
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 220		1 220	
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 690 976		1 690 976	1 215 281
Charges constatées d'avance	49 538		49 538	63 883
ACTIF CIRCULANT	4 797 988	167 399	4 630 589	3 577 314
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion – Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	6 156 134	594 042	5 562 093	4 588 994

Bilan

	Net au 30/09/20	Net au 30/09/19
PASSIF		
Capital social ou individuel	521 640	521 640
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	52 164	52 164
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	802 894	784 235
Report à nouveau	329 906	182 928
Résultat de l'exercice	750 760	800 676
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	2 457 365	2 341 644
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts	659 142	73 245
Découverts et concours bancaires	565	350
Emprunts et dettes financières diverses	8 809	8 826
Emprunts et dettes financières diverses – Associés	6 044	5 175
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 690	2 915
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	380 082	203 368
Personnel	190 992	176 961
Organismes sociaux	310 551	195 636
Etat, Impôts sur les bénéfices		
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	557 538	451 663
Etat, Obligations cautionnées		
Autres dettes fiscales et sociales	30 619	73 774
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	108 207	69 582
Produits constatés d'avance	848 490	985 854
DETTES	3 104 728	2 247 350
Ecart de conversion – Passif		
TOTAL PASSIF	5 562 093	4 588 994

Compte de résultat

	30/09/20	30/09/19
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue	5 670 847	5 580 006
Production stockée		
Subventions d'exploitation		
Autres produits	113 108	131 829
Total	5 783 955	5 711 835
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock (m/ses)		
Achats de m.p & aut.approv.		
Variation de stock (m.p.)		
Autres achats & charges externes	1 306 142	1 330 600
Total	1 306 142	1 330 600
Impôts, taxes et vers. assim.	133 278	120 349
Salaires et Traitements	2 240 271	2 110 196
Charges sociales	947 879	898 247
Amortissements et provisions	93 558	81 424
Autres charges	31 011	59 323
Total	3 445 998	3 269 539
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 031 815	1 111 696
Produits financiers	21 607	22 989
Charges financières	876	475
Résultat financier	20 731	22 513
Opérations en commun		
RESULTAT COURANT	1 052 546	1 134 210
Produits exceptionnels		4 158
Charges exceptionnelles		
Résultat exceptionnel		4 158
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	301 786	337 691
RESULTAT DE L'EXERCICE	750 760	800 676

Synthèse de l'Annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
– Règles et méthodes comptables	x		
– Faits caractéristiques		x	
– Actif immobilisé	x		
– Détail des immobilisations	x		
– Frais d'établissement		x	
– Frais de recherche et de développement		x	
– Fonds commercial	x		
– Intérêts immobilisés		x	
– Immobilisations en cours de production		x	
– Approche par composant		x	
– Estimation des titres immobilisés de l'activité de portefeuille		x	
– Liste des filiales	x		
– Détail des amortissements		x	
– Tests de dépréciation des immobilisations		x	
– Informations sur les stocks		x	
– Etat des échéances des créances	x		
– Produits à recevoir	(Détail)		
– Informations sur la créance résultant du report en arrière des déficits		x	
– Dépréciation des immobilisations		x	
– Dépréciation des stocks		x	
– Dépréciation des créances		x	
– Dépréciation des valeurs mobilières		x	
– Intérêts sur éléments de l'actif circulant		x	
– Composition du capital social	x		
– Parts bénéficiaires		x	
– Obligations convertibles échangeables		x	
– Tableau d'affectation du résultat de l'exercice précédent		x	
– Tableau de variation des capitaux propres		x	
– Provisions réglementées		x	
– Provisions pour risques et charges		x	
– Etat des échéances des dettes	x		
– Dettes garanties par des suretés réelles		x	
– Charges à payer	(Détail)		
– Passifs sans évaluation fiable		x	
– Primes de remboursement d'emprunts		x	
– Ecart de conversion sur créances et dettes		x	
– Clause de réserve de propriété		x	
– Dettes et créances représentées par des effets de commerce		x	
– Différences d'évaluation sur éléments fongibles		x	
– Actions propres		x	
– Règlement des difficultés des entreprises		x	
– Charges constatées d'avance	(Détail)		
– Produits constatés d'avance	(Détail)		

Synthèse de l'Annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
– Ventilation du chiffre d'affaires net		x	
– Contrats à long terme		x	
– Frais accessoires d'achat		x	
– Informations sur les honoraires des commissaires aux comptes	x		
– Eléments imputables à un autre exercice		x	
– Opérations faites en commun		x	
– Résultat financier		x	
– Transferts de charges d'exploitation et financières		x	
– Transactions avec des parties liées		x	
– Eléments exceptionnels imputables à un autre exercice		x	
– Eléments exceptionnels		x	
– Transferts de charges exceptionnelles		x	
– Base de l'impôt sur les sociétés		x	
– Impact des évaluations fiscales dérogatoires		x	
– Ventilation de l'impôt sur les bénéfices		x	
– Incidence des modifications votées entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes		x	
– Accroissements et allègements de la dette future d'impôt		x	
– Intégration fiscale : Identité de la société tête de groupe	x		
– Evénements postérieurs à la clôture		x	
– Informations sur transactions effectuées sur les marchés de produits dérivés		x	
– Effectifs		x	
– Compte Personnel de Formation (C.P.F)		x	
– Avances et crédits alloués aux dirigeants sociaux		x	
– Rémunération globale et par catégorie de dirigeants		x	
– Identité de la société mère consolidant les comptes de la société		x	
– Engagements financiers donnés	x		
– Autres opérations non inscrites au bilan		x	
– Engagements financiers reçus		x	
– Crédit-bail			x
– Engagement de retraite	x		
– CICE		x	
– Aspects environnementaux		x	
– Tableau des cinq derniers exercices	x		

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA STC AUDIT & CONSEIL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2020, dont le total est de 5 562 093 EUR et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un bénéfice de 750 760 EUR.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2019 au 30/09/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 3 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans à 5 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Participations, titres immobilisations, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et méthodes comptables

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 n'a pas eu d'impact significatif sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'entreprise. Néanmoins, étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir. La société a obtenu un prêt garanti par l'état de 600 k€.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin de période
– Fonds commercial	637 589			637 589
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	46 059			46 059
Immobilisations incorporelles	683 647			683 647
– Installations générales, agencements et				
– Installations techniques, matériel et outillage				
– Installations générales, agencements aménagements divers	129 660			129 660
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	270 952			270 952
Immobilisations corporelles	400 613			400 613
– Participations évaluées par mise en				
– Autres participations	216 423			216 423
– Autres titres immobilisés	1 273	964	1 273	964
– Prêts et autres immobilisations financières	98 413		41 913	56 500
Immobilisations financières	316 109	964	43 186	273 887
ACTIF IMMOBILISE	1 400 369	964	43 186	1 358 147

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions			964	964
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice			964	964
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste			1 273	1 273
Virements vers l'actif circulant				

Notes sur le bilan

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Cessions			41 913	41 913
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice			43 186	43 186

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

Le fonds de commerce est représentatif de clientèle achetée ou apportée. La valeur économique et financière du fonds de commerce de la société est très au dessus de sa valeur nette comptable.

	30/09/2020
Éléments achetés	203 611
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	433 977
Total	637 589

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	33 186	10 347		43 533
Immobilisations incorporelles	33 186	10 347		43 533
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels				
– Installations générales, agencements aménagements divers	111 455	3 052		114 508
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	244 048	24 554		268 602
– Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	355 503	27 606		383 110
ACTIF IMMOBILISE	388 689	37 954		426 643

Notes sur le bilan

Liste des filiales et participations

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-par du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
– Filiales (détenues à + 50 %)				
SARL FORMAGEST EXPANSION 59200 TOURCOING	5 000,00	-5 863,00	100,00	-445,00
SARL CECH 59301 VALENCIENNES CEDEX	50 000,00	756 016,00	100,00	68 914,00
SARL STC METROPOLE SUD 59120 LOOS	122 500,00	432 115,00	60,00	113 445,00
– Participations (détenues entre 10 et 50%)				

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Les créances clients sont analysées dossier par dossier; Une dépréciation est constatée en fonction de notre connaissance du dossier, et des risques de non recouvrement.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	56 500		56 500
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	2 926 325	2 926 325	
Autres	129 929	129 929	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	49 538	49 538	
Total	3 162 291	3 105 791	56 500
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
INT.COURUS S/TITRES IMMOBILISÉS	964
CLIENTS – FACTURES À ÉTABLIR	416 317
CHARGES SOCIALES – PRODUITS À RECEV	2 403
Total	419 684

Notes sur le bilan

Capitaux Propres

Composition du Capital Social

Capital social d'un montant de 521 640,00 euros décomposé en 22 680 titres d'une valeur nominale de 23,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	22 680	23,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	22 680	23,00

Dettes

Etat des dettes

La dette fournisseurs est constituée de fournisseurs frais généraux. Les délais de paiement habituels sont de 15 à 30 jours.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	565	565		
– à plus de 1 an à l'origine	659 142	28 188	630 955	
Emprunts et dettes financières divers	8 809	8 809		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	380 082	380 082		
Dettes fiscales et sociales	1 089 699	1 089 699		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	114 250	114 250		
Produits constatés d'avance	848 490	848 490		
TOTAL	3 101 038	2 470 084	630 955	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	600 000			
Emprunts remboursés sur l'exercice	14 103			

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS – FACT. NON PARVENUES	46 029
FNP GROUPE	152 894
BANQUE – INTÉRÊTS COURUS À PAYER	339
INTÉRÊTS COURUS	694
DETTE PROVIS. PR CONGÉS À PAYER	95 158
PERSONNEL – AUTRES CHARGES À PAYER	95 514
CHARGES SOCIALES S/CONGÉS À PAYER	38 609
CHARGES SOCIALES – CHARGES À PAYER	38 800
ETAT – AUTRES CHARGES À PAYER	4 291
CLIENTS – RRR À ACCORDER	38 031
Total	510 358

Régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D AVANCE	49 538		
Total	49 538		

Produits constatés d'avance

Une évaluation des encours de travaux est faite dossier par dossier, en fonction de l'avancement des travaux. Une production est alors valorisée en fonction de cet avancement et du budget d'honoraire annuel du client. Une comparaison est effectuée par rapport à la demande d'acomptes qui sont comptabilisés dans le CA. Les acomptes excédant la production sont comptabilisés en produit constaté d'avance. Si la demande d'acompte est insuffisante, la différence est comptabilisée en clients, facture à établir.

Les encours de travaux sont valorisés au prix de vente s'agissant de prestations continues. Par contre le pourcentage d'avancement est appliqué sur un budget contractuel global et non à partir de la valorisation du temps passé. Cette méthode écarte donc toutes difficultés liées à une sous facturation latente.

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATÉS D AVANCE	848 490		
Total	848 490		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 3 200 euros

Charges et produits financiers concernant les entreprises liées

Montant compris dans les produits financiers : 19 049 euros

Impôts sur les bénéfices – Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2004, la société SA STC AUDIT & CONSEIL est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SA STC AUDIT & CONSEIL. L'option a été renouvelée en date du 01/10/2019.

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :

Produits de l'exercice : 26 800 euros

L'impôt sur les sociétés comptabilisé n'est pas altéré par des conventions particulières au groupe.

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
	187 343
Avals et cautions	187 343
Engagements en matière de pensions	298 113
Engagements de crédit-bail mobilier	1 372
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	486 828
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	187 343
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Notre société est caution au profit de la Société Générale pour un prêt contracté par notre filiale STC Métropole Sud dont le solde de l'emprunt est de 187 343 euros au 30 septembre 2020.

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 298 113 EUR

Les engagements retraite sont couverts par un contrat d'assurance par capitalisation à concurrence de 43 828 euros.

STC Audit & Conseil
Société Anonyme
au capital de 521 640 Euros
Siège social : 156, Chaussée Pierre Curie
59200 TOURCOING
LILLE METROPOLE B 886.180.181

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 15 MARS 2021

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 30 septembre 2020 s'élevant à 750 760 Euros de la manière suivante :

✚	Bénéfice de l'exercice	750 760 Euros
✚	A titre de dividendes aux actionnaires Soit 28 Euros par action	635 040 Euros
✚	Le solde en totalité au compte "autres réserves"	115 720 Euros

Le paiement des dividendes sera effectué au plus tard le 31 mars 2021.

L'Assemblée Générale prend acte que les actionnaires ont été informés que :

- depuis le 1er janvier 2018, les revenus distribués sont soumis à un prélèvement forfaitaire unique (PFU ou "flat tax") de 30%, soit 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2% de prélèvements sociaux,

- le prélèvement forfaitaire obligatoire non libératoire de l'impôt sur le revenu est maintenu mais son taux est aligné sur celui du PFU (12,8 % - CGI, art. 117 quater),

- peuvent demander à être dispensées du prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 Euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 Euros (contribuables soumis à une imposition commune) ; la demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant le paiement du dividende,

- l'option pour une imposition du dividende au barème progressif reste possible et doit être indiquée sur la déclaration de revenus ; dans ce cas, le prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% sera déduit de l'impôt dû. L'abattement de 40% sera maintenu mais les prélèvements sociaux seront assis sur le montant avant abattement.

Il est précisé que :

- ✚ le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 6 356 Euros,
- ✚ le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2002 non éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 628 684 Euros.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le 30 septembre 2017

521 640 €, soit un dividende net par action de 23,00 Euros

Exercice clos le 30 septembre 2018

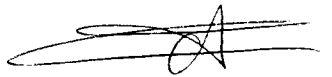
521 640 €, soit un dividende net par action de 23,00 Euros

Exercice clos le 30 septembre 2019

635 040 €, soit un dividende net par action de 28,00 Euros

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme
La Présidente



AUDITEUROPE

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale de Douai

207, Avenue Willy Brandt

Boîte 304

59777 EURLILLE

Téléphone : 03.20.07.79.51

www.auditeurop.com

S.A STC Audit & Conseil

156, Chaussée Pierre Curie

Centre Tertiaire Colbert

59200 – TOURCOING

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 30 septembre 2020

A l'Assemblée Générale de la Société S.T.C Audit & Conseil,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société STC Audit et Conseil relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} octobre 2019 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Conséquences de l'évènement Covid-19 » de l'annexe des comptes annuels concernant l'impact de l'état d'urgence sanitaire pour pandémie liée au Coronavirus Covid-19.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions de l'article L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société, concernant l'avancement des dossiers clients, afin de valider l'estimation faite des créances clients. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des estimations faites par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévus à l'article D.441-4 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Nous attestons que la déclaration de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

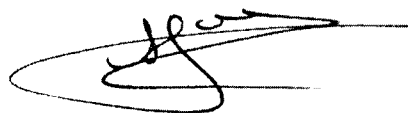
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lille, le 26 février 2021

AUDITEUROP
Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'V' followed by a horizontal line and a small flourish.

Vincent Hamou, Associé

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 30/09/20	Net au 30/09/19
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	46 059	43 533	2 526	12 873
Fonds commercial	637 589		637 589	637 589
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	400 613	383 110	17 503	45 109
Immob. en cours / Avances & acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	216 423		216 423	216 423
Autres titres immobilisés	964		964	1 273
Prêts				
Autres immobilisations financières	56 500		56 500	98 413
ACTIF IMMOBILISE	1 358 147	426 643	931 504	1 011 680
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Créances				
Clients et comptes rattachés	2 926 325	167 399	2 758 926	2 069 492
Fournisseurs débiteurs	999		999	9
Personnel	4 603		4 603	874
Etat, Impôts sur les bénéfices	10 462		10 462	19 749
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	78 866		78 866	42 862
Autres créances	35 000		35 000	165 164
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 220		1 220	
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 690 976		1 690 976	1 215 281
Charges constatées d'avance	49 538		49 538	63 883
ACTIF CIRCULANT	4 797 988	167 399	4 630 589	3 577 314
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion – Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	6 156 134	594 042	5 562 093	4 588 994

Bilan

	Net au 30/09/20	Net au 30/09/19
PASSIF		
Capital social ou individuel	521 640	521 640
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	52 164	52 164
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	802 894	784 235
Report à nouveau	329 906	182 928
Résultat de l'exercice	750 760	800 676
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	2 457 365	2 341 644
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts	659 142	73 245
Découverts et concours bancaires	565	350
Emprunts et dettes financières diverses	8 809	8 826
Emprunts et dettes financières diverses – Associés	6 044	5 175
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 690	2 915
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	380 082	203 368
Personnel	190 992	176 961
Organismes sociaux	310 551	195 636
Etat, Impôts sur les bénéfices		
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	557 538	451 663
Etat, Obligations cautionnées		
Autres dettes fiscales et sociales	30 619	73 774
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	108 207	69 582
Produits constatés d'avance	848 490	985 854
DETTES	3 104 728	2 247 350
Ecart de conversion – Passif		
TOTAL PASSIF	5 562 093	4 588 994

Compte de résultat

	30/09/20	30/09/19
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue	5 670 847	5 580 006
Production stockée		
Subventions d'exploitation		
Autres produits	113 108	131 829
Total	5 783 955	5 711 835
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock (m/ses)		
Achats de m.p & aut.approv.		
Variation de stock (m.p.)		
Autres achats & charges externes	1 306 142	1 330 600
Total	1 306 142	1 330 600
Impôts, taxes et vers. assim.	133 278	120 349
Salaires et Traitements	2 240 271	2 110 196
Charges sociales	947 879	898 247
Amortissements et provisions	93 558	81 424
Autres charges	31 011	59 323
Total	3 445 998	3 269 539
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 031 815	1 111 696
Produits financiers	21 607	22 989
Charges financières	876	475
Résultat financier	20 731	22 513
Opérations en commun		
RESULTAT COURANT	1 052 546	1 134 210
Produits exceptionnels		4 158
Charges exceptionnelles		
Résultat exceptionnel		4 158
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	301 786	337 691
RESULTAT DE L'EXERCICE	750 760	800 676

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA STC AUDIT & CONSEIL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2020, dont le total est de 5 562 093 EUR
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 750 760 EUR.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2019 au 30/09/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 3 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans à 5 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Participations, titres immobilisations, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et méthodes comptables

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 n'a pas eu d'impact significatif sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'entreprise. Néanmoins, étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir. La société a obtenu un prêt garanti par l'état de 600 k€.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin de période
– Fonds commercial	637 589			637 589
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	46 059			46 059
Immobilisations incorporelles	683 647			683 647
– Installations générales, agencements et				
– Installations techniques, matériel et outillage				
– Installations générales, agencements aménagements divers	129 660			129 660
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	270 952			270 952
Immobilisations corporelles	400 613			400 613
– Participations évaluées par mise en				
– Autres participations	216 423			216 423
– Autres titres immobilisés	1 273	964	1 273	964
– Prêts et autres immobilisations financières	98 413		41 913	56 500
Immobilisations financières	316 109	964	43 186	273 887
ACTIF IMMOBILISE	1 400 369	964	43 186	1 358 147

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions			964	964
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice			964	964
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste			1 273	1 273
Virements vers l'actif circulant				

Notes sur le bilan

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Cessions			41 913	41 913
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice			43 186	43 186

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

Le fonds de commerce est représentatif de clientèle achetée ou apportée. La valeur économique et financière du fonds de commerce de la société est très au dessus de sa valeur nette comptable.

	30/09/2020
Éléments achetés	203 611
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	433 977
Total	637 589

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	33 186	10 347		43 533
Immobilisations incorporelles	33 186	10 347		43 533
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels				
– Installations générales, agencements aménagements divers	111 455	3 052		114 508
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	244 048	24 554		268 602
– Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	355 503	27 606		383 110
ACTIF IMMOBILISE	388 689	37 954		426 643

Notes sur le bilan

Liste des filiales et participations

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-par du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
– Filiales (détenues à + 50 %)				
SARL FORMAGEST EXPANSION 59200 TOURCOING	5 000,00	-5 863,00	100,00	-445,00
SARL CECH 59301 VALENCIENNES CEDEX	50 000,00	756 016,00	100,00	68 914,00
SARL STC METROPOLE SUD 59120 LOOS	122 500,00	432 115,00	60,00	113 445,00
– Participations (détenues entre 10 et 50%)				

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Les créances clients sont analysées dossier par dossier; Une dépréciation est constatée en fonction de notre connaissance du dossier, et des risques de non recouvrement.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	56 500		56 500
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	2 926 325	2 926 325	
Autres	129 929	129 929	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	49 538	49 538	
Total	3 162 291	3 105 791	56 500
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
INT.COURUS S/TITRES IMMOBILISÉS	964
CLIENTS – FACTURES À ÉTABLIR	416 317
CHARGES SOCIALES – PRODUITS À RECEV	2 403
Total	419 684

Notes sur le bilan

Capitaux Propres

Composition du Capital Social

Capital social d'un montant de 521 640,00 euros décomposé en 22 680 titres d'une valeur nominale de 23,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	22 680	23,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	22 680	23,00

Dettes

Etat des dettes

La dette fournisseurs est constituée de fournisseurs frais généraux. Les délais de paiement habituels sont de 15 à 30 jours.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	565	565		
– à plus de 1 an à l'origine	659 142	28 188	630 955	
Emprunts et dettes financières divers	8 809	8 809		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	380 082	380 082		
Dettes fiscales et sociales	1 089 699	1 089 699		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	114 250	114 250		
Produits constatés d'avance	848 490	848 490		
TOTAL	3 101 038	2 470 084	630 955	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	600 000			
Emprunts remboursés sur l'exercice	14 103			

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS – FACT. NON PARVENUES	46 029
FNP GROUPE	152 894
BANQUE – INTÉRÊTS COURUS À PAYER	339
INTÉRÊTS COURUS	694
DETTE PROVIS. PR CONGÉS À PAYER	95 158
PERSONNEL – AUTRES CHARGES À PAYER	95 514
CHARGES SOCIALES S/CONGÉS À PAYER	38 609
CHARGES SOCIALES – CHARGES À PAYER	38 800
ETAT – AUTRES CHARGES À PAYER	4 291
CLIENTS – RRR À ACCORDER	38 031
Total	510 358

Régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D AVANCE	49 538		
Total	49 538		

Produits constatés d'avance

Une évaluation des encours de travaux est faite dossier par dossier, en fonction de l'avancement des travaux. Une production est alors valorisée en fonction de cet avancement et du budget d'honoraire annuel du client. Une comparaison est effectuée par rapport à la demande d'acomptes qui sont comptabilisés dans le CA. Les acomptes excédant la production sont comptabilisés en produit constaté d'avance. Si la demande d'acompte est insuffisante, la différence est comptabilisée en clients, facture à établir.

Les encours de travaux sont valorisés au prix de vente s'agissant de prestations continues. Par contre le pourcentage d'avancement est appliqué sur un budget contractuel global et non à partir de la valorisation du temps passé. Cette méthode écarte donc toutes difficultés liées à une sous facturation latente.

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATÉS D AVANCE	848 490		
Total	848 490		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 3 200 euros

Charges et produits financiers concernant les entreprises liées

Montant compris dans les produits financiers : 19 049 euros

Impôts sur les bénéfices – Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2004, la société SA STC AUDIT & CONSEIL est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SA STC AUDIT & CONSEIL. L'option a été renouvelée en date du 01/10/2019.

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :

Produits de l'exercice : 26 800 euros

L'impôt sur les sociétés comptabilisé n'est pas altéré par des conventions particulières au groupe.

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
	187 343
Avals et cautions	187 343
Engagements en matière de pensions	298 113
Engagements de crédit-bail mobilier	1 372
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	486 828
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	187 343
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Notre société est caution au profit de la Société Générale pour un prêt contracté par notre filiale STC Métropole Sud dont le solde de l'emprunt est de 187 343 euros au 30 septembre 2020.

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 298 113 EUR

Les engagements retraite sont couverts par un contrat d'assurance par capitalisation à concurrence de 43 828 euros.